



Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE, Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Florence BRAU, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, François RIO, Philippe SAUREL, Célia SERRANO

Ressources - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent, à titre habituel une activité professionnelle non salariée. Les redevables sont imposés en fonction de la valeur locative des locaux qu'ils utilisent dans le cadre de leur activité professionnelle.

De plus, le législateur (article 1647C du Code Général des Impôts) a souhaité que chaque redevable de la CFE contribue pour un montant minimal à la couverture des charges des collectivités locales, et ce quelle que soit la valeur locative de leur local. En pratique, ce dispositif revient à ce que tout redevable de la CFE ne puisse être imposé sur un montant inférieur à la base minimum.

A compter de la réforme de la Taxe Professionnelle, le législateur a lié la base minimum au chiffre d'affaires généré par l'activité. Désormais et depuis 2014, les collectivités ont la faculté d'adopter des bases minimums pour 6 tranches de chiffre d'affaires. L'objectif est de permettre aux collectivités la mise en place d'une imposition progressive. Enfin, depuis 2019, les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000 € bénéficient d'une exonération de CFE.

Le barème des bases minimums évolue chaque année, au même titre que la revalorisation des bases fiscales. La plupart des métropoles ont appliqué ce dispositif et ont, comme voulu par le législateur, introduit une progressivité de leurs bases minimums en fonction du chiffre d'affaires des entreprises.

A contrario, les bases minimums applicables sur le territoire de la Métropole de Montpellier sont identiques pour les quatre tranches de chiffre d'affaires les plus élevées.

En conséquence, en vue de rétablir l'équité fiscale, il est proposé au Conseil d'adopter un barème progressif.

Le tableau suivant détaille les montants proposés pour 2022 :

Montant du chiffre d'affaires ou des recettes (en euros)	Montant de la base minimum (en euros) proposé pour 2022
Inférieur ou égal à 10 000	527
Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600	1 021
Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000	1 129
Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000	1 430
Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000	1 860
Supérieur à 500 000	2 433

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De fixer le montant de cette base à 527 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur ou égal à 10 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 021 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 10 000 € et inférieur ou égal à 32 600 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 129 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 32 600 € et inférieur ou égal à 100 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 430 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 100 000 € et inférieur ou égal à 250 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 1 860 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 250 000 € et inférieur ou égal à 500 000 € ;
- De fixer le montant de cette base à 2 433 pour les contribuables dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur à 500 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-164430-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.